



**HAL**  
open science

# Elections européennes : distinguer les enjeux “ objectifs ” des enjeux perçus

Pierre Bréchon

► **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Elections européennes : distinguer les enjeux “ objectifs ” des enjeux perçus. 2024.  
hal-04852373

**HAL Id: hal-04852373**

**<https://cnrs.hal.science/hal-04852373v1>**

Submitted on 20 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Elections européennes : distinguer les enjeux « objectifs » des enjeux perçus

**The Conversation, 15 mai 2024**



Pierre Bréchon

**Pierre Bréchon, professeur émérite de science politique, Sciences Po Grenoble,**

**Auteurs historiques The Conversation France**

Un rendez-vous crucial approche : du 6 au 9 juin 2024, les citoyens de l'Union européenne sont invités aux urnes pour choisir le visage du prochain Parlement européen. En France, ce sera le dimanche 9 juin.

Les enjeux de cette élection sont plus nombreux et plus importants qu'autrefois, les pouvoirs de ce parlement ayant beaucoup augmenté. En effet, même si le processus de décision européen est compliqué, le Parlement y joue aujourd'hui un rôle éminent, assurant la représentation des citoyens européens face aux représentants des nations et aux experts et technocrates de la Commission. Si la Commission européenne a l'initiative des législations, ce n'est pas elle qui tranche. Le Conseil des chefs d'État et le Parlement doivent se mettre d'accord pour qu'une nouvelle législation soit adoptée. C'est également le Parlement européen qui approuve ou non le choix du président-e de la Commission européenne et des commissaires, qui vote et contrôle le budget annuel et qui se prononce sur de nouveaux États membres.

Parmi les enjeux de cette élection, on peut distinguer les enjeux « objectifs » de l'élection – en fonction des orientations politiques de l'Assemblée – et les enjeux perçus par les électeurs. En quoi ceux-ci diffèrent-ils ?

## **La couleur politique du Parlement, un enjeu fondamental**

Le Parlement européen est élu au suffrage universel direct. Dans chacun des 27 pays, on vote au scrutin proportionnel avec un seul tour et, le plus souvent, une seule circonscription nationale. De ce fait, chaque tendance politique recueille un nombre de sièges correspondant à son résultat dans les urnes, sans prime importante au courant majoritaire. L'actuel parlement est composé de sept groupes d'importance inégale. Le parti populaire européen (PPE), de droite, a le plus d'eurodéputés, suivi par les sociodémocrates. Ensemble, ils constituaient de 1979 à 2019 la majorité de l'Assemblée. Mais ils se sont affaiblis lors du

dernier renouvellement et ont donc dû trouver des soutiens dans d'autres formations, le plus souvent chez les centristes libéraux de *Renew*.

Depuis 2019, la droite radicale (séparée en deux groupes : national conservateur et extrême droite) s'est renforcée dans de nombreux pays, on peut donc s'attendre à sa progression au Parlement européen. Comme le montre le graphique, sur la base d'une projection évidemment sujette à modification, les deux groupes de droite radicale pourraient obtenir ensemble presque le même nombre d'élus que le groupe PPE, alors que *Renew*, les Verts et les sociodémocrates s'affaibliraient.

### **Graphique ici**

La composition du Parlement influencera évidemment sur les politiques suivies par l'Union. À la lecture du bilan de la dernière Commission, les thématiques qui devraient être au centre des débats durant les cinq ans à venir se dessinent : relance économique, action pour le climat et pacte vert, transition numérique, soutien à la guerre en Ukraine, acceptation de son entrée à terme dans l'UE, sanctions contre la Russie, stratégie de défense européenne, politique énergétique, pacte contre les migrations irrégulières, politique agricole commune, élargissement de l'UE... Ces enjeux politiques sont évidemment fondamentaux, non seulement pour l'Europe mais pour l'ordre mondial. Mais ils ne sont pas toujours perçus par les citoyens européens.

### **Les enjeux perçus**

Les enjeux objectifs de l'élection semblent cependant un peu mieux perçus que lors des campagnes précédentes. [73 %] des Européens (et 71 % des Français) disent que les actions de l'UE ont un impact sur leur vie quotidienne. La campagne est plus animée qu'en 2014 et 2019 et les sondages montrent un [intérêt accru] pour cette consultation. 60 % des Européens s'y intéressent (contre seulement 47 % des Français, très eurosceptiques).

L'intention d'aller voter est aussi en nette progression. 81 % des Français et des Européens pensent que le vote est encore plus important dans le contexte international actuel. La politique européenne de soutien à l'Ukraine divise l'opinion française et pourrait contribuer à la mobilisation des électeurs, soit pour soutenir la politique menée (c'est le cas dans le camp présidentiel et une partie de la gauche), soit pour la critiquer, souhaiter l'apaisement et des négociations avec la Russie (position de la gauche et de la droite radicale).

<https://youtu.be/VbMkjb8OO9s> <https://youtu.be/VbMkjb8OO9s>

Selon les Européens, quatre thèmes devraient être prioritairement abordés pendant la campagne : la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (choisi par 33 %), la santé publique (32 %), le soutien à l'économie (31 %), la défense et la sécurité de l'UE (31 %). Il faut souligner que ces thématiques privilégiées par les électeurs ne concernent pas toutes directement l'Union européenne. La lutte contre la pauvreté et la politique de santé sont avant tout des compétences nationales : l'Union n'y a qu'un rôle d'appoint.

Les domaines les plus choisis par les Français diffèrent : ils mettent plus largement en tête la lutte contre la pauvreté (42 %), sélectionnent ensuite la lutte contre le changement climatique (37 %) et la santé publique (36 %). Par contre, la défense et la sécurité de l'Europe ne viennent qu'en 6<sup>e</sup> position (24 %). L'euroscepticisme et l'attachement à la souveraineté nationale laissent peu de place à l'ambition d'une souveraineté européenne. En défendant la construction d'une défense commune européenne, Emmanuel Macron a livré une vision politique en partie à destination des pays membres, mais il n'est pas certain que cette insistance soit électoralement très porteuse. Les attentes diffèrent en fonction des valeurs politiques de chaque pays et de son histoire.

### **Des enjeux perçus liés aux politiques nationales**

Alors que les enjeux objectifs ont trait aux politiques européennes, les enjeux perçus et ressentis sont donc beaucoup plus dépendants des politiques nationales. Ce qui n'est guère étonnant. Dans chaque pays, la politique nationale reste dominante dans l'opinion par rapport aux débats européens que beaucoup connaissent très mal. Les enjeux politiques nationaux sont projetés sur l'élection européenne.

Les candidats parlent surtout des politiques européennes qui sont aussi liées aux politiques nationales, sans entrer dans des présentations très précises des mesures adoptées ou de celles qu'il faudrait mettre en œuvre en Europe. Ainsi, beaucoup de candidats parlent de la lutte contre le réchauffement climatique et des énergies renouvelables, à la fois parce que l'Union a adopté le pacte vert et parce que c'est un sujet très actuel en France et dans tous les pays européens.

Jordan Bardella (RN), François-Xavier Bellamy (LR) et Marion Maréchal (*Reconquête !*) critiquent amplement le pacte vert, considéré comme « de l'écologie punitive », appelé à « générer de la décroissance » et de « l'appauvrissement pour les agriculteurs ». Au contraire, les candidats de gauche et Renaissance défendent le pacte, voire souhaitent que l'Europe aille plus loin. Autre exemple, Marion Maréchal pour *Reconquête !* parle beaucoup d'invasion de la France et de l'Europe par les migrants, comme Eric Zemmour le faisait lors de l'élection présidentielle.

Les candidats consacrent en fait beaucoup d'énergies à simplement critiquer, parfois de manière très agressive, d'autres leaders sur des dimensions politiques strictement nationales.

Une bonne trentaine de listes devraient se présenter en France car il est très facile pour un petit mouvement de déposer une candidature (puisque l'on suffit de trouver 81 postulants). Certaines de ces listes défendent une thématique très éloignée des enjeux européens, d'autres expriment une tendance minoritaire d'un courant plus important, notamment chez les écologistes.

Ces listes peu implantées obtiendront certainement un très faible résultat, en dessous du seuil de 5 % des suffrages nécessaires pour avoir un élu. Mais leur but est de se faire connaître plus que réaliser un score important. Seules six ou sept listes devraient rafler les 81 sièges d'eurodéputés français.

# Esperanto

## langue commune

### pour redonner la parole aux Européens



Les médias, les personnalités politiques et nombre de citoyens s'intéressent à ce que les résultats nationaux aux européennes laissent présager pour les futurs scrutins français. Le score du RN, qui s'annonce en nette progression, annonce-t-il un succès de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2027 ? La montée du vote en faveur de la liste PS-Place publique via la captation de suffrages qui s'étaient portés sur Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle de 2022 fait aussi se poser la question de qui arrivera en seconde position – *Renaissance* ou la gauche modérée ?

Si *Renaissance* n'arrivait que troisième, cela constituerait une défaite cinglante pour le président. Le défi est rude pour le camp macroniste : un nombre important de ses électeurs sont mécontents après la réforme des retraites et l'usage fréquent du 49.3 pour faire adopter des textes législatifs. De surcroît, on sait par l'observation des scrutins passés que les résultats sont en général médiocres pour la majorité, sanctionnée non pour son action européenne mais pour sa politique nationale.

Néanmoins, il y a davantage de débats proprement européens dans cette campagne qu'en 2014 et 2019. Le contexte anxiogène de la guerre en Ukraine et du réchauffement climatique y est pour beaucoup. Face à ces menaces, la nécessité de politiques communes se renforce. Cette montée des enjeux électoraux européens n'est probablement pas que conjoncturelle : on l'avait déjà vu apparaître en 2019. Elle est le signe d'une construction de l'Europe qui se développe, malgré toutes les vicissitudes qu'elle doit affronter.